



## DECLARATION CTSD DU 3 FEVRIER

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

Nos organisations, FSU 31, FNEC FP FO 31, Unsa-éducation 31 n'ont de cesse de vous alerter sur la situation dramatique de l'École dans notre département, sur l'épuisement et la souffrance des équipes qui atteint un niveau inédit depuis la reprise de janvier, sur les directrices et directeurs qui craquent. Le sens de notre métier et nos missions sont bafoués et la profession subit un mépris sans limites de la part de son ministre.

C'est dans ce contexte très dégradé que la colère et l'exaspération des personnels des Écoles, y compris des cadres de l'EN, se sont exprimées dans le mouvement social du 13 janvier dernier.

Cette mobilisation historique a permis de mettre en cause publiquement la responsabilité du ministre et du gouvernement dans cette situation chaotique et de mettre en avant l'étendue des dégâts d'une politique éducative néolibérale et d'austérité pour le service public d'éducation menée tambour battant sans préoccupation de l'urgence et des besoins du terrain.

Au-delà de la colère légitime, des protocoles intenable et l'exigence d'une communication respectueuse, ce sont les exigences d'une amélioration de nos conditions de travail, d'une considération de notre professionnalité et de moyens pour que l'école fasse École dans une société plus juste et solidaire, qui se sont exprimées.

La forte mobilisation a contraint le ministre à faire des annonces comme le recrutement de 800 personnels sur la liste complémentaire. Au regard des besoins, cela reste très insuffisant en l'état pour changer le quotidien dans les écoles.

Le bilan aujourd'hui dans la Hte-Garonne, ce sont toujours des centaines de classes non remplacées et donc fermées, des centaines d'[enseignant.es détourné.es](#) de leur mission ordinaire, plus de deux cents contractuel.les sans formation dans les classes, aucune formation et pourtant, la dotation départementale n'est que de 60 ETP.

Cette dotation insuffisante ne permettra pas de mettre en œuvre la politique gouvernementale de réduction des effectifs dans les classes de GS, CP et CE1 ni dans les GS en Education prioritaire.

Elle ne permettra pas non plus de créer les postes d'[enseignant.es](#) nécessaires pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

La priorité à l'École, on en est loin.

Nos organisations syndicales, FSU, FNEC-FP-FO et Unsa-Education demandent un collectif budgétaire pour la prochaine rentrée scolaire, dotation indispensable au fonctionnement de l'École dans notre département. Aussi, avec la FCPE31 et la PEEP31, nous boycotterons le CDEN du 7 février et nous en ferons connaître publiquement les raisons.